

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 24/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



DOMITIA GRANULATS

Chemin de Bizanet
Lieu-dit Ste Croix
11100 Montredon-des-Corbières

Référence : UID11/66-C3-2023-227
Code AIOT : 0006600098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement DOMITIA GRANULATS implanté Combe Nègre 11510 Caves. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOMITIA GRANULATS
- Combe Nègre 11510 Caves
- Code AIOT : 0006600098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DOMITIA GRANULATS est autorisée à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Caves dont l'autorisation a été prolongée pour une durée de 3 ans à compter du 19 décembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- constats de la précédente inspection du 27 avril 2021 (panneau avec l'identification de l'exploitant, accès au site, plan de surveillance des émissions atmosphériques, bilan des mesures de retombées de poussières réalisées, quantité de stériles)
- plan de gestion des déchets d'extraction
- plan d'exploitation et phasage
- réaménagement coordonné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Emplacement des installations	Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, articles 1.7 et 1.9.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Ravitaillement et l'entretien des engins de chantier	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
18	limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 8.3.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Eaux de pluie	Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 3.6	/	Sans objet
8	Remise en état	AP Complémentaire du 09/09/2020, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet
10	station de mesure	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
14	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
16	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 1.9.1.2	/	Sans objet
2	Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 1.5	/	Sans objet
4	Contenu minimal de la documentation	Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 2.2.7	/	Sans objet
7	Exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 8.2	/	Sans objet
11	Suivi des retombées atmosphériques totales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
12	Station météorologique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet
13	Bilan annuel des mesures réalisées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a fait apparaître des constats nécessitant de mettre en demeure l'exploitant de respecter plusieurs prescriptions des différents arrêtés régissant ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 1.9.1.2
Thème(s) : Autre, Signalisation, accès, zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>[...]</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats : Il a été constaté à l'entrée de la carrière un panneau avec les références réglementaires. Un portail a été installé. L'exploitant a indiqué que le code du cadenas a été transmis au SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Liste des installations concernées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Station de transit de produits minéraux solides, la capacité du stockage étant : 42 000 m ² [...]
Constats : L'exploitant a transmis les surfaces de stockage des minéraux et les surfaces de stockage des stériles. Ces surfaces représentent un total de 36 211 m ² .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emplacement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, articles 1.7 et 1.9.1.1
Thème(s) : Autre, superficie globale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente autorisation porte sur une superficie globale de 152 000 m ² et sur les parcelles n° 536 et 1420 p de la section U du plan cadastral de la commune de CAVES au lieu-dit "Combe Nègre". _____ Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m (10 mètres minimum) des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : D'après le plan topographique fourni lors de l'inspection et daté du 29/11/22, la zone d'exploitation de la carrière se situe à l'extérieur du périmètre autorisé à l'est et à l'ouest. Il est demandé à l'exploitant de modifier l'emplacement des stocks afin de respecter les limites du périmètre. Les bords des excavations devront se situer au moins à 10 m des limites du périmètre, notamment sur la partie ouest de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Contenu minimal de la documentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 2.2.7
Thème(s) : Autre, plans d'exploitation et de réhabilitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] - les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés : * les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres. * les bords de la fouille. * les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs. * les zones remises en état. * la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an. [...]
Constats : Les plans présentés par l'exploitant comportent les informations réglementaires. La légende est toutefois manquante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : EAUX DE PLUIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, bassin de décantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par les installations et leur activité.</p> <p>Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L211-2 du Code de l'Environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement extérieures d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.</p> <p>Les eaux de pluie tombant sur le site sont collectées et dirigées vers le bassin de décantation prévu à cet effet avant d'être rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les eaux pluviales et de ruissellement provenant du bassin versant situé au sud de la carrière atteignaient les zones de stockage de matériaux et un concasseur situé en limite sud d'exploitation. Il n'y a pas de réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement extérieures d'atteindre cette zone en exploitation. Un bassin de décantation était visible lors de l'inspection mais entouré de merlons, empêchant la libre circulation de l'eau.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de collecter toutes les eaux tombant sur le site ou affectées par les installations et de les diriger vers un bassin de décantation correctement dimensionné. Il incombe également à l'exploitant d'améliorer le réseau de dérivation afin d'empêcher que les eaux de ruissellement extérieures atteignent la zone en exploitation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ravitaillement et l'entretien des engins de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, risques de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 18.1. Prévention des pollutions accidentelles : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]</p> <p>Constats : Les engins sont ravitaillés depuis une cuve de carburant stockée dans un container métallique. La surface au sol est constituée de cailloux, elle n'est pas étanche.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : exploitation de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 8.2
Thème(s) : Autre, cotes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pendant la présente période d'autorisation, l'exploitation s'effectue : - entre les cotes 115 et 160 m NGF - par gradins successifs et descendants d'une hauteur maximale de 7,5 m, - avec des banquettes entre gradins d'une largeur minimale de 10 m.
Constats : D'après le plan d'exploitation présenté par l'exploitant lors de l'inspection, il est indiqué une cote 160 m NGF à l'extrême ouest de la carrière et une cote 115m NGF à l'entrée à l'est.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2020, article 2
Thème(s) : Autre, sécurité du site et réintégration rapide dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La remise en état doit être assurée de façon à assurer la sécurité du site pendant et après l'exploitation et à permettre la réintégration rapide dans le paysage. A cet effet : <ul style="list-style-type: none"> • les talus de remblais présenteront une hauteur de 10 m maximum et seront séparés par une banquette de 10 m au minimum suivant une pente moyenne de 45° de façon à assurer leur stabilité ; • après réaménagement, la fosse en fond d'exploitation atteindra les 130 m NGF ; • en position finale, les banquettes seront recouvertes d'une couche de terre végétale (provenant du site) et seront végétalisées et enherbées. Une pente de l'ordre de 1% permettra d'évacuer les eaux de ruissellement vers la fosse ; • au pied du front inférieur (145m NGF à 130m NGF) un talus de remblais sur une hauteur d'environ 5 m sera constitué en pente douce de 10° sur lequel des arbustes seront plantés ; • le bassin de décantation des eaux pluviales clôturé sera conservé pour maintenir le traitement des eaux de ruissellement. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que la remise en état n'est pas encore effectuée car il envisage une demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière (projet d'extraction sur un périmètre plus petit, jusqu'à la cote NGF 100). Il est demandé à l'exploitant de déposer un dossier de demande d'autorisation courant 2023 ou d'engager la phase de remise en état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. [...]
Constats : l'exploitant a transmis lors de l'inspection un document nommé «surveillance des retombées de poussières » et un document « suivi des retombées de poussières, rapport annuel 2021». Il n'y a pas de plan de surveillance des émissions de poussières qui rassemble les informations demandées par les prescriptions de l'article 19.5 de l'arrêté ministériel mais on peut retrouver les conditions météorologiques et le choix de la localisation des stations de mesure dans les documents transmis par l'exploitant. Il manque les zones d'émission de poussières, leur importance respective ainsi que les conditions topographiques du site. La localisation des stations de mesure ne correspond pas au choix décrit dans les documents, notamment pour les jauges type (a) et types (c). L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'établir un plan de surveillance regroupant toutes ces informations et de revoir la localisation des stations de mesure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : station de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, station de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. [...]</p>
Constats : Les documents fournis lors de l'inspection comprennent bien une station de mesure témoin, une station de mesure de type (b) et 2 stations de mesure de type (c). Cependant la station de mesure témoin ne semble pas être positionnée dans un lieu non impacté par l'exploitation car elle se situe à proximité d'une piste et proche des vents dominants. Sur les 2 stations de mesure de type (c), une des stations, la station « CAVES 1 » ne semble pas sous les vents dominants. Il faudrait la positionner « sous le marin, en limite est du site » comme mentionné dans un des documents. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de la position des stations de mesure de type (a) et de type (c) et le cas échéant, de repositionner ces jauges afin qu'elles respectent les prescriptions de l'article 19.6 de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : suivi des retombées atmosphériques totales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des retombées atmosphériques totales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
Constats : Les résultats transmis par l'exploitant lors de l'inspection, pour les périodes 2021 et 2022, montrent des valeurs inférieures à 500 mg/m ² /jour pour les jauges type (b). L'objectif à atteindre est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : station météorologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, station météorologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
Constats : D'après le document « suivi des retombées de poussières, rapport annuel 2021 », les données météorologiques sont issues d'un point d'observation virtuel (POV) fourni par Météo France.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : bilan annuel des mesures réalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel des mesures réalisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Le bilan annuel, indiqué dans le document « rapport annuel 2021 » réalisé par la société Atmo Occitanie et transmis par l'exploitant lors de l'inspection, reprend les valeurs mesures conformément aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Les zones de stockage temporaire sont partiellement indiquées dans le document fourni lors de l'inspection. Il manque une légende nommant clairement les différentes zones de stockage en fonction des caractéristiques des matériaux stockés (terre ou stérile).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Dans le document « plan de gestion des déchets » transmis par l'exploitant, il est fait mention des quantités et caractéristiques des matériaux stockés : terre végétale et stériles d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le plan de gestion n'indique pas qu'une partie des déchets sont valorisés sur une autre installation, comme mentionné par l'exploitant lors de l'inspection. Il n'est pas indiqué comment les déchets sont générés et les traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis. Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan de gestion.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le stock de stériles était visible depuis l'autoroute le jour de l'inspection, l'intégration dans le paysage n'est donc pas respectée. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan de gestion des déchets en indiquant les mesures de prévention ou de réduction des incidences du dépôt des déchets sur l'environnement mises en œuvre (intégration dans le paysage).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2014, article 8.3.2.1
Thème(s) : Autre, impacts paysagers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'importance des extractions, des aires à impact visuel important doit rester en toutes circonstances aux valeurs définies dans les plans prévisionnels d'exploitation et de remise en état.
Constats : Lors de l'inspection, le stock de stériles observé présentait une grande hauteur. Le plan topographique indique une hauteur de 149 m NGH au point le plus haut, alors que le dossier de demande d'autorisation mentionnait une hauteur maximale de 140 m NGF. Ce stock était visible depuis l'autoroute lors de l'inspection, l'intégration dans le paysage n'est donc pas respectée. Il est demandé à l'exploitant de diminuer le stock de stériles et d'abaisser la hauteur afin de permettre une meilleure intégration dans le paysage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

